

Table ronde à chaud autour du plan Pauvreté dévoilé mi-septembre. Le propos n'était pas tant de se positionner pour ou contre, mais plutôt d'imaginer comment le décliner dans l'Ain. Un département riche, partenarial, inventif. Deux acteurs en haut de l'affiche (l'État et le Département), deux partenaires en premiers rôles (la Caf et Alfa3a), deux associations qui ne jouent pas les figurants (Emmaüs et la CSF), une expertise apportée par Agnès Bureau, l'animatrice des Ateliers du Jeudi... face aux micros de RCF/Interaction.

PAR ALAIN GILBERT

Dans l'Ain tout va bien ?

Un constat précis de la pauvreté favorise une stratégie ciblée.

Une personne sur dix en situation de pauvreté (contre 14 % en France), des jeunes plus touchés que les autres, des écarts de pauvreté plus durement ressentis qu'ailleurs, une pauvreté qui s'améliore peu et trois données préoccupantes : le non-recours aux droits, les souffrances psychologiques et la situation des migrants. **Agnès Bureau** a rappelé en préambule les écarts mesurés entre 2012 et 2017 par les enquêtes pauvreté/précarité dans l'Ain initiées par Alfa3a et suivies par un comité de pilotage très partenarial.

Riche, favorisé en termes d'emploi, dynamique, l'Ain est un département où la pauvreté est plus réduite mais plus aiguë qu'ailleurs.

D'entrée, **Laurent Willeman** a souligné que c'est aussi un département où l'on peut faire équipe : « On se met d'accord et on signe. » Tout le monde doit porter le maillot du plan Pauvreté mais il ne faudra pas laisser sur le banc les électrons libres associatifs qui ne jouent pas sur le terrain des remplaçants.

Le directeur de la DDCS rassure : fruit d'une concertation active, ce n'est pas un plan qui tombe d'en haut ; il doit s'adapter aux particularités du territoire, explique **Jean-Michel Ballard**, l'exemple des 3 000 crèches à la clé. Le pays de Gex en a besoin, mais pas autant que les quartiers prioritaires ou les espaces ruraux restés à l'écart. Pour la Caf comme pour l'État, lutter contre la pauvreté, c'est garantir l'égalité et l'équité. ■

“

L'action sociale, ce n'est pas une dépense mais un investissement.

OLIVIER DE VESVROTTE

Ce plan a beaucoup d'intérêt. Il porte une philosophie qui nous va bien, avec une stratégie qui traite plus les causes et les effets, tout en mettant l'accent sur les parcours et l'accompagnement vers l'emploi, la prévention auprès des jeunes. Au sein d'Alfa3a, nous croyons à un nouveau modèle social car l'actuel est à bout de souffle. Ce plan est une opportunité et nous aurons des propositions à formuler.

OLIVIER DE VESVROTTE
DIRECTEUR GÉNÉRAL D'ALFA3A

À Emmaüs, nous avons eu l'impression que la pauvreté est réduite au retour à l'emploi. Ce plan est très à visée économique et ne prend pas les personnes dans leur intégralité : la culture, la santé, l'éducation. C'est très facile de fabriquer des précaires et très long de les reconstruire. [...] sont absents de ce plan les personnes âgées, les sortis de prison, les malades psy, les sans titre de séjour.

KARINE TERRAZ
CORESPONSABLE DE LA COMMUNAUTÉ EMMAÜS



L'État s'appuie sur ses partenaires, collectivités, associations, structures d'insertion... Nous partons avec des acquis : des dispositifs de participation sont en place comme les conseils citoyens ou les groupes de suivi des bénéficiaires RSA par le Département. Des partenariats existent qui vont nous faire gagner beaucoup de temps. Dans l'Ain, nous ne sommes pas en opposition, nous essayons d'avancer ensemble.

LAURENT WILLEMAN
DIRECTEUR DE LA DDCS

Ce plan nous réjouit, même si ce n'est pas une surprise. Il conforte la place des Caf. La pauvreté touche beaucoup la petite enfance et les jeunes, et crée des inégalités sociales et éducatives. Pour la première fois, nous avons un ensemble de dispositifs qui vont permettre de prioriser. [...] Nous verserons des aides bonifiées en fonction des territoires, de la mixité sociale, de la prise en compte du handicap.

JEAN-MICHEL BALLARD
DIRECTEUR ADJOINT DE LA CAF



C'est la première fois qu'un gouvernement prend la pauvreté à bras-le-corps, mais ça ne contrebalance pas la casse du tissu social effective depuis un an et demi : le RSA plus indexé sur l'inflation, les minima sociaux relevés à 0,3 % alors que l'inflation est à 2 %, les contrats aidés supprimés, les APL non revalorisées. Nous déplorons que le logement ne soit pas évoqué.

JÉRÉMY IMBERT
CHARGÉ DE PROJETS À LA CSF



Ensemble on va loin

Plan étatique ou canevas partenarial ? Le plan anti-pauvreté propose des mesures et des échéances, mais laisse la place à l'initiative. L'Ain part avec une longueur d'avance.

Comment va-t-on faire ? » interroge **Karine Terraz** qui dénonce le découpage des aides et des personnes.

Le premier verrou à faire sauter, c'est le non-recours aux droits.

Un leitmotiv pour tous, un chantier pour la Caf dont les allocations constituent 100 % des ressources pour 12 % de ses bénéficiaires. Le plan propose d'instaurer en 2020 un revenu unique d'activité, c'est-à-dire la somme des aides éparpillées. Une grande ambition selon **Jean-Michel Ballard**, qui veut rendre le dispositif plus « simple et plus lisible » alors que la Caf fait déjà beaucoup pour aller au-devant des bénéficiaires comme le fait aussi le Conseil départemental, concerné par la mise en place de ce revenu unique et par la création d'un service public de l'insertion (lire les réponses de **Thierry Clément** en page 14).

À plusieurs occasions, Laurent Willeman insistera pour dire que ce plan n'est pas cadenassé. Il n'est pas que social, mais bien transversal ; il est prospectif et permet la contractualisation ; il est adaptable ou ajustable. Dans ces conditions, il pourrait intégrer les actions menées, presque payées de sa poche, par la CSF en matière de fracture numérique ou de parentalité. Dans l'Ain, le plan pauvreté peut faire l'économie de la période rodage et l'expérience du covoiturage ! ■

I have a dream

Éradiquer la pauvreté à la racine ? Nous avons besoin d'utopie pour changer la réalité.

Changement de paradigme, appel à la citoyenneté, ambition partagée, nouvelle philosophie... Nos invités ont ressenti dans ce plan une volonté de rupture, une invitation à casser les moules qui produisent de la pauvreté de toute éternité. Ce ne sont pas de doux rêveurs ; ils sont confrontés chaque jour à la réalité, alors que certains la découvrent avec la meilleure volonté du monde (« *On met un pognon de dingue...* » s'insurgeait Emmanuel Macron). Quand un modèle social est à bout de souffle, il faut en changer, d'autant que tous les modèles sociaux sont issus de ce qu'on pourrait appeler des utopies.

« *Sortons de la compassion et de la charité.* » demande **Laurent Willeman** ; « *Tous ensemble, chacun sa place.* » rappelle **Olivier de Vesvrotte** ; « *N'oublions pas les hors dispositif* », rappelle **Karine Terraz**.

À peu de choses près, tout le monde est d'accord même si chacun a ses contraintes et sa vision du monde. L'intérêt de cette table ronde n'a pas été seulement de rappeler que dans l'Ain, le climat est propice,

les constats partagés, la volonté de travailler ensemble évidente. Ces conditions favorables permettent de se concentrer sur la personne laissée au bord du chemin, sur l'enfant qu'il faut éloigner des rouages qui broient sa famille de génération en génération.

Il faut rêver et en même temps écouter Karine Terraz qui demande ce qu'on fait des hors-plans, des hors dispositifs, des invisibles. Est-ce à dire que ce sont les pauvres de demain ? ■

“

Les aides seront fléchées vers des territoires qui en ont vraiment besoin.

JEAN-MICHEL BALLARD



Alain Gilbert (directeur de la rédaction d'Interaction), **Olivier de Vesvrotte** (directeur général d'Alfa3a), **Agnès Bureau** (journaliste en charge des Ateliers du Jeudi), **Jean-Michel Ballard** (directeur adjoint de la CAF), **Laurent Willeman** (directeur de la direction départementale de la cohésion sociale), **Karine Terraz** (coresponsable de l'antenne d'Emmaüs), **Jérémy Imbert** (chargé de projets à la CSF), **Isabelle Berger** (directrice d'antenne de RCF Pays de l'Ain).

Débat animé par **Isabelle Berger** (RCF), **Agnès Bureau** (l'Atelier du Jeudi) et **Alain Gilbert** (Interaction).

Cette table ronde sera diffusée le samedi 20 octobre à 10 h 00 et 18 h 00 et disponible en podcast sur rcf.fr.



3 QUESTIONS À

Thierry Clément

DIRECTEUR DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE L'AIN

En quoi le plan pauvreté concerne-t-il le Département ?

Cette stratégie nationale impactera notre politique sociale. Les actions annoncées visent nos missions : la protection maternelle infantile, la protection de l'enfance, le RSA via nos politiques d'insertion. Les orientations restent très floues. Pour les Départements, c'est un plan en « demi-teinte », imprécis sur les financements, les publics et les actions concrètes. Il faudra être vigilant dans la mise en œuvre, notamment sur la contractualisation avec l'État qui imposerait des obligations de résultat.

Va-t-on vers un service public de l'insertion ?

Le retour à l'emploi est une ambition que le Département porte. L'État se voit comme garant du service public de l'insertion, pourquoi pas ! Ce guichet unique ne se mettra en place sans le soutien des Départements et des partenaires associatifs. Nous sommes disposés à travailler avec les services de l'État, déjà partenaires, en nous assurant de la pertinence et de la bonne application des mesures au niveau local. Nous serons force de proposition, car la politique d'insertion s'inscrit dans la proximité.

Le revenu minimum d'activité est-il une bonne idée ?

L'idée d'« une fusion des aides sociales », avec la création en 2020 du revenu universel d'activité paraît séduisante. Mais quel financement par l'État ? Quels moyens mis à disposition du Département dont les services sociaux seront en première ligne. Dans l'Ain, la lutte contre la fraude est venue alimenter nos actions d'insertion. Nous avons démontré l'intérêt qu'il y a à coupler allocation et insertion. Les séparer c'est risquer de revenir à une forme de déresponsabilisation.